

Solidarité avec Mayotte !

Une délégation de l'Union syndicale Solidaires, composée de camarades de SUD éducation, de SUD santé sociaux, de SUD PTT, de camarades du Secrétariat national de Solidaires, dont une de ses co-déléguées, se rendra à partir du 25 février à Mayotte, puis à la Réunion.

Malgré les promesses gouvernementales, Mayotte, 2 mois après le passage du cyclone Chido, est toujours dans une situation de grande détresse et de précarité.

Notre délégation rencontrera de militant·es, des travailleurs·euses de nos différents secteurs d'activité afin de mesurer les besoins concrets (immédiats et à venir) pour elles et eux mais aussi plus largement pour l'ensemble de la population et de pouvoir apporter son soutien moral et matériel.

Il s'agira également dans la mesure du possible de rencontrer des associations, syndicats, voire des élu·es pour échanger sur les actions à mener et la possibilité de reconstruire Mayotte dans les meilleures conditions.

Une délégation de Solidaires finances publiques a déjà pu s'y rendre début février et y faire les constats d'immenses difficultés pour la population à pouvoir s'approvisionner en eau, en nourriture et pour se déplacer. Malgré la volonté des agentes et agents des finances publiques de faire vivre le service public pour l'ensemble de la population, force est de constater que les difficultés sont immenses.

Au-delà de la cagnotte Mayotte, dont Solidaires a reversé les fonds également entre les syndiqué·es de ses organisations membres présentes sur place pour une distribution au plus près des besoins, il est temps d'apporter encore plus de soutien aux camarades, et de faire en sorte que la situation catastrophique de la population à Mayotte ne soit pas oubliée !

La catastrophe qui est survenue met au jour le croisement entre crise écologique, système post-colonial et crise sociale. Le département de Mayotte est le département le plus jeune, le plus pauvre, le plus inégalitaire de France, les habitant·es n'ont pas accès à un même service public d'éducation, de santé et ont subi des épisodes de sécheresse leur coupant l'accès à l'eau...

Il n'est pas acceptable que ce gouvernement se contente d'une attitude paternaliste, tout droit issue de son histoire coloniale, sans se donner les réels moyens de la reconstruction et d'assurer les besoins élémentaires de la population, victime de la crise écologique et sociale, conséquence de la gestion désastreuse du territoire.

Notre déplacement permettra de remettre en lumière les revendications des camarades et les mesures urgentes et nécessaires à prendre.